

MEDI Startup

#39
Mars 2026

INNOVATION - ENTREPRENEUR

DECOUVREZ
LES 15 FEMMES
ENTREPRENEURES
LEADERS DE LA TECH
EN AFRIQUE
FRANCOPHONE
EN 2025

HAIFA DAOUD

Directrice Générale chez LOQUI

**L'IA NE REMPLACERA PAS LES
HUMAINS, MAIS CEUX QUI
MAÎTRISENT L'IA REMPLACERONT
CEUX QUI NE L'UTILISENT PAS**

DOSSIER : DYNAMIQUES ET MUTATIONS DU CAPITAL-INVESTISSEMENT EN AFRIQUE FRANCOPHONE : BILAN ET PERSPECTIVES DU PREMIER TRIMESTRE 2026T - **ÉCO6TEM** : ANALYSE PROSPECTIVE ET REPORTING DE PERFORMANCE DE L'ÉCOSYSTÈME TECH BUSINESS DE JANVIER À FÉVRIER 2026 - **INNOVATION** : HEAD : L'INNOVATION DIGITALE AU SERVICE D'UNE SANTÉ INCLUSIVE EN AFRIQUE

SOMMAIRE

EDITO	3
START'UP L'ACTU	4
LUCARNE	6
FOCUS	8
ECO6TEM	16
INNOVATION	25
FILE'UP	26
8 MARS	30



DIRECTEUR DE PUBLICATION

Sylvestre Afery

RÉDACTRICE EN CHEF

Sylvestre Afery

DIRECTION ARTISTIQUE

Ekissi Romaric

INFOGRAPHIE

Ekissi Romaric

RÉDACTEURS ET CONTRIBUTEURS

Sylvestre Afery

Mireille Abalé

Romaric Ekissi

CONTRIBUTEURS

Abidjanaises In Tech

DISTRIBUTION

STARTUP MÉDIAS GROUP SARL

SHOOTING PHOTO

78 Studio

SERVICE COMMERCIAL

+225 05 94 78 08 62 / 07 07 15 66 27

STARTUP MEDIA

startupwebzine@gmail.com

EDITO



LA FRONTIÈRE DE L'ÉQUITÉ : POUR UNE TECH AFRICAINE AU FÉMININ

La célébration annuelle du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, ne saurait être réduite à une simple date sur un calendrier institutionnel. Elle représente le point de convergence de plus d'un siècle de luttes et de transformations sociétales profondes. En 2026, sous le thème «Droits. Justice. Action. Pour TOUTES les femmes et les filles», la réflexion se déplace naturellement vers les nouveaux vecteurs de pouvoir : la technologie et l'innovation.

Pourtant, le paysage numérique de l'Afrique francophone affiche un paradoxe saisissant. Notre continent est un leader mondial de la formation STEM, avec près de 47 % de femmes diplômées dans les disciplines scientifiques, surpassant ainsi l'Europe et l'Amérique du Nord. Cependant, cette vitalité académique se heurte encore à un «plafond de verre» persistant une fois le seuil de l'entreprise franchi.

Le véritable désert se situe au niveau du financement. En 2024, les startups fondées uniquement par des femmes n'ont capté qu'environ 1 % à 2 % du total des investissements en capital-risque sur le continent. Ce déficit, estimé à 42 milliards de dollars, n'est pas seulement une injustice ; c'est une perte d'opportunité économique majeure pour

l'Afrique. Les données sont pourtant claires : les entreprises dirigées par des femmes génèrent en moyenne 2,5 fois plus de revenus par euro investi.

Face à ces barrières structurelles et aux biais cognitifs, des signaux positifs émergent de l'espace francophone. Des initiatives comme le Gender-Lens Investing et la montée en puissance de fonds paritaires, à l'instar de Janngo Capital ou de WIC Capital, prouvent que la solidarité peut se transformer en un réseau d'affaires structuré et puissant.

Dans ce numéro spécial, nous mettons en lumière ces architectes de l'invisible. De Haïda Daoud, pionnière de la réalité augmentée à Abidjan, aux quinze leaders qui ont marqué l'année 2025, nous célébrons celles qui ne se contentent pas de suivre le mouvement, mais qui le dessinent. Elles nous rappellent que la justice numérique ne sera une réalité que lorsque l'accès au capital dépendra de la solidité des algorithmes et non de la composition de l'équipe fondatrice.

L'avenir de notre tech sera immersif, inclusif et résolument pragmatique. Il est temps de passer de spectatrices à créatrices d'un futur qui nous ressemble.



Start'Up Média

@StartupWebzine · Société de médias/d'actualités

WhatsApp

Accueil Services Avis Photos Plus ▾

J'aime déjà

Message



Articles

Voir tout

#LANCEMENT FILIAL

Statera Group a officialisé le lancement de sa filiale Statera Morocco. Cette expansion stratégique vise à accompagner les acteurs publics et privés dans leurs défis technologiques, non seulement au sein du Royaume, mais également sur l'ensemble du continent africain. Pour piloter cette nouvelle structure, le groupe a nommé Youssef El Yahcoubi Moulay en qualité de Partner et Directeur.



13 9 commentaires 1 partages

J'aime Commenter Partager

#SÉNÉGAL

Wave annonce le développement de services de crédit, d'épargne et d'assurance digitale au Sénégal pour répondre aux besoins concrets des 38 millions de comptes.

19 6 commentaires 2 partages

J'aime Commenter Partager

Les plus pertinents ▾

Start'up Votre commentaire... 😊 📷 📧 🗨️

Voir les commentaires



Créer une publication

Photo/Vidéo

Je suis là

Identifier des amis



Start'Up Média

6 min · 🌐



#MAROC

La fintech marocaine WafR a sécurisé un tour de table d'amorçage de 4 millions de dollars co-dirigé par LoftyInc Capital via son nouveau Fonds Alpha, confirmant l'attractivité croissante du hub tech marocain.



J'aime

Commenter

Partager



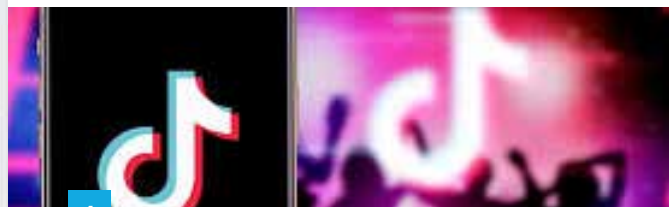
Start'Up Média

20 juillet, 21:18 · 🌐



#KENYA

Tik Tok a supprimé 580 000 vidéos kényanes après une analyse par intelligence artificielle. On dirait que TikTok fait un grand ménage de printemps au Kenya.



Alertes

Voir tout

#COMMERCE

La Chine a annoncé une mesure historique en supprimant les taxes douanières pour tous les produits africains, stimulant ainsi l'industrie locale.

👍👍👍 139 49 commentaires 1 partages

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager

#E-COMMERCE

Le géant panafricain du e-commerce, Jumia Technologies a annoncé son retrait du marché algérien, qui pesait 2 % de son volume de marchandises

👍👍👍 331 529 commentaires 7 partages

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager

#CÔTE D'IVOIRE

CinetPay, fintech agréée par la BCEAO, a fait face à une cyberattaque de 1,1 million USD, une crise qui fragilise la confiance des marchands africains.

👍👍👍 13 9 commentaires 1 partages

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager

#FINANCEMENT

Lendable prépare un nouveau fonds dédié aux fintechs en Afrique. Le fonds ciblera aussi d'autres marchés émergents. Il soutiendra les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)

👍👍👍 19 6 commentaires 2 partages

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager

#RETRAIT

L'investisseur d'impact Investisseurs & Partenaires - I&P a annoncé sa sortie d'Enko Education, un réseau d'écoles internationales africaines.

👍👍👍 19 6 commentaires 2 partages

Start'Up Média 2 min · 🌐

#AUGMENTATION DE CAPITAL

La fintech togolaise Ollo Africa S.A a annoncé une augmentation de capital portant ses fonds propres de 68 millions à 1 milliard FCFA. La société d'Atakpamé entérine l'entrée de business angels togolais et américains. Ce tour de table valide le potentiel de sa plateforme Ohana Africa dédiée à la digitalisation des tontines traditionnelles.



👍👍👍 2 393 1 941 commentaires 21 partages

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager ⌵

Les plus pertinents ⌵

Start'Up Média Votre commentaire... 😊 📷 🗨️ 🧐

Voir les commentaires

Start'Up Média 2 min · 🌐

#LEVÉE DE FONDS

La startup Spiro vient de contracter un prêt de 7 millions USD auprès de la fintech climatique Nithio, marquant ainsi une étape clé dans le financement de l'e-mobilité sur le continent.

👍👍👍 930 1 287 commentaires 5 partages

👍 J'aime 💬 Commenter ➦ Partager ⌵

Start'Up Média 2 min · 🌐

#LOGISTIQUE DURABLE

Le 3 février 2026, la startup sénégalaise PAPS, leader de la logistique B2B, a signé un protocole d'accord stratégique avec la pépète tunisienne Bako Motors.



Nos start-up A la Une ce mois-ci



NEOLEAN

LA WORKTECH QUI CONNECTE LES MEILLEURS
TALENTS AUX ENTREPRISES GRÂCE À L'IA

Soundous Ben Hariz (PhD en NLP et experte certifiée de Supélec Paris) redéfinit les règles du recrutement international. À travers Neolean, elle déploie une plateforme IA intégrée conçue pour transformer le placement de talents en une science exacte, orientée vers la performance et la précision.



OMADAY

CONNECTER PLUS DE 6 MILLIONS DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Fort de sa double culture marocaine et sénégalaise, Ousmane Wade pilote Omayday, une infrastructure digitale de référence conçue pour connecter et «augmenter» les professionnels de santé. Loin de se limiter à un simple réseau social professionnel, cette plateforme déploie un écosystème hybride où convergent collaboration certifiée, formation continue via OmaySkills et intelligence artificielle.



JAABI

L'ALLIANCE DE L'ACTUARIAT ET DU DIGITAL POUR BRISER LES CODES DE L'ASSURANCE EN GUINÉE

Fondée par Cheick Diallo (actuaire, HEC Paris) et Ismael Camara (ingénieur, Paris Dauphine), la startup allie rigueur technique et innovation mobile. Jaabi permet de souscrire une assurance (auto, moto, voyage) en ligne via www.jaabi.co, avec un paiement sécurisé par mobile money et une réception immédiate de l'attestation



YOLA FRESH

L'IA AU SERVICE DE L'AGRICULTURE MODERNE AU MAROC

Fondée à Casablanca par deux experts du secteur, YoLa Fresh redéfinit les codes de l'approvisionnement agricole. En exploitant l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, la start-up connecte directement les agriculteurs aux commerçants, réduisant ainsi les intermédiaires et les pertes.

Haïda Daoud

Directrice Générale chez LOQUI

L'ARCHITECTE DE L'INVISIBLE AU CŒUR DE LA TECH IVOIRIENNE

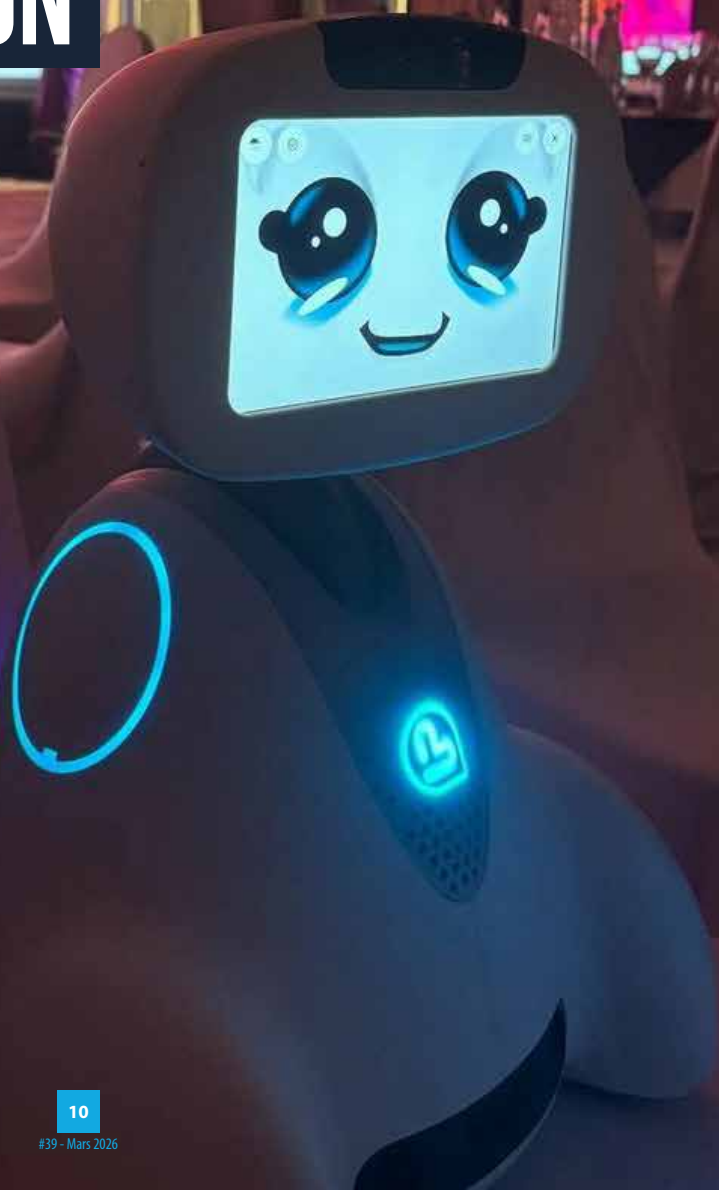
Dans l'effervescence technologique d'Abidjan, rares sont les profils qui parviennent à conjuguer avec autant d'aisance la rigueur du business development et l'audace des technologies de pointe. Haïda Daoud appartient à cette lignée d'entrepreneures qui ne se contentent pas de suivre le mouvement, mais s'attellent à le dessiner. À la tête de LOQUI, une Réalité Augmentée, elle s'est donné pour mission de briser les frontières entre le réel et le virtuel, transformant l'image de marque en une expérience immersive inédite sur le marché local.

Pourtant, son influence ne s'arrête pas aux frontières des algorithmes ou des interfaces numériques. Entre son rôle de Business Development Officer chez Aineo et son engagement stratégique en tant que Secrétaire générale d'Abidjanaises In Tech, Haïda Daoud s'impose comme une figure de proue de la mixité. Elle porte la voix d'une génération de femmes qui voient dans l'innovation non pas une barrière, mais un levier de souveraineté économique.

Pour Start'Up Médias, elle revient sur son parcours de bâtisseuse, ses convictions pour l'écosystème ivoirien et cette certitude qui l'anime : l'avenir de notre tech sera à la fois immersif, inclusif et résolument pragmatique.



**LA TECHNOLOGIE
N'EST PAS
NEUTRE ; ELLE
REFLÈTE LES
DONNÉES QU'ON
LUI DONNE.**



Vous avez grandi dans un environnement familial où l'audace entrepreneuriale était valorisée. Comment cet héritage influence-t-il aujourd'hui votre stratégie de développement chez LOQUI?

C'est mon ADN. J'ai appris très tôt qu'un projet, c'est 10 % d'idée et 90 % de courage. Chez LOQUI, cette influence se traduit par une forme de liberté : je n'ai pas peur de tester des choses qui semblent «trop en avance» pour ici. Mon héritage m'a donné ce culot de me dire : « Si ça n'existe pas encore en Côte d'Ivoire, c'est justement pour ça qu'on va le faire.

LOQUI mise sur la réalité augmentée (RA) accessible via de simples QR codes. Comment cette technologie transforme-t-elle concrètement l'engagement client et la mémorisation de marque par rapport aux supports marketing classiques?

Le papier, c'est statique, c'est un monologue. Avec nos QR codes, on brise le mur entre la marque et le client. Imaginez scanner une boîte de chocolat et voir le planteur vous expliquer d'où vient la fève. On ne vend plus un produit, on offre un moment de vie. C'est ce souvenir, cette petite étincelle de surprise, qui fait que le client ne vous oublie jamais.

Votre robot émotionnel BUDDY a remporté le « Prix du Meilleur Projet IA » aux Awards de la Transformation Digitale 2025. Quels sont les cas d'usage prioritaires (santé, éducation, service client) que vous envisagez pour son déploiement à grande échelle en Côte d'Ivoire?

Quand nous avons introduit BUDDY, c'était avant tout un projet social. Au-delà de la prouesse technique qui nous a valu le «Prix du Meilleur Projet IA» en 2025, BUDDY est né d'une volonté de mettre l'intelligence artificielle au service de l'inclusion. Nos priorités sont claires : accompagner les enfants neuroatypiques, notamment ceux vivant avec l'autisme, pour les aider à communiquer, et transformer notre volet éducatif. BUDDY devient alors un allié précieux pour l'élève : un compagnon qui aide à réviser sans jamais se lasser et, surtout, sans jugement. Pour un enfant qui n'ose pas lever la main, cette présence ludique change la donne et permet à l'enseignant de se recentrer sur l'essentiel : l'accompagnement pédagogique.

C'est une technologie de cœur, conçue pour compenser les fragilités et renforcer les liens là où ils s'effritent. Cette approche transforme aussi radicalement l'expérience client dans nos institutions : l'arrivée de BUDDY apporte une fluidité et une chaleur immédiates dès l'accueil, en secondant les agents pour que chaque usager se sente écouté et pris en charge avec modernité.

Il est essentiel pour moi de montrer concrètement ce qu'est la robotique à notre jeunesse. Un robot, ce n'est pas de la magie, c'est le mariage d'un corps mécanique, de capteurs et d'un cerveau boosté par l'IA. En comprenant que ce sont des moteurs, des caméras et du code qu'ils peuvent maîtriser, nos jeunes cessent d'être de simples spectateurs. Mon ambition est de susciter des vocations pour que demain, nous puissions créer des robots 100 % Ivoiriens, pensés par eux et pour nos propres défis nationaux, qu'ils soient agricoles, éducatifs ou médicaux.

Chez Aineo, vous travaillez à rendre l'IA accessible aux entreprises. Quels sont les secteurs d'activité en Côte d'Ivoire qui affichent aujourd'hui la plus forte maturité face à l'adoption de ces solutions intelligentes?

En parallèle de mes activités au sein de Loqui, et de mon rôle aux Abidjanaises In Tech, je représente également en tant Business Developer chez AINEO. C'est une entreprise qui me tient à cœur car nous y adaptons des solutions d'intelligence artificielle innovantes aux défis cruciaux de l'Afrique.

Pour répondre à votre question, les secteurs les plus avancés en Côte d'Ivoire sont la Finance, où l'adoption est la plus structurée ; l'Agriculture, où la digitalisation ouvre la voie à l'IA ; et le Marketing, où la qualité d'exécution est fortement impactée. Nous intervenons aussi dans la Santé, l'Éducation, l'Industrie et le Transport/Logistique.

Dans le domaine de la Legaltech, notre solution Juristia est particulièrement pertinente. Trop de structures sont encore freinées par le remplissage manuel de contrats, ce qui pèse sur la productivité. Juristia, notre agent IA formé sur le droit OHADA, accélère radicalement ces processus en générant des documents conformes contrats de travail, baux, commerciaux via un simple prompt. L'idée est de libérer les professionnels pour qu'ils se concentrent sur l'humain, tout en sécurisant le tout grâce à la signature électronique légale en Côte d'Ivoire. Sa

mise sur le marché est prévue pour ce premier trimestre !

Vous intervenez souvent pour « dédramatiser » l'IA. Comment parvenez-vous à convaincre les décideurs que l'IA est un « collaborateur augmenté » capable d'optimiser la productivité plutôt qu'une menace pour l'emploi ?

C'est une question qui revient dans presque tous mes panels : « L'IA va-t-elle voler nos jobs ? » Il faut être honnête : l'IA ne va pas remplacer les humains, mais ceux qui maîtrisent l'IA remplaceront ceux qui ne l'utilisent pas.

Prenons un exemple concret : l'arrivée de la photographie n'a pas tué la peinture, elle a forcé les peintres à inventer l'art moderne. De même, l'IA nous libère des tâches répétitives et chronophages. Selon le Forum Économique Mondial, si l'IA pourrait transformer 85 millions d'emplois d'ici 2025, elle devrait en créer 97 millions de nouveaux, plus adaptés à cette nouvelle division du travail.

Cependant, ce passage ne se fera pas par magie. Cela demande un véritable effort de formation et de Change Management. La technologie n'est qu'un outil ; la vraie valeur réside dans notre capacité à nous adapter.

C'est là que l'humain devient irremplaçable. En déléguant le traitement de données à la machine, nous gagnons enfin le temps nécessaire pour cultiver ce qu'aucun algorithme ne pourra jamais copier : l'intuition stratégique, l'éthique et l'empathie. Le rôle de l'humain n'est plus d'être une machine à exécuter, mais d'être celui qui donne du sens, qui crée du lien et qui prend les décisions complexes basées sur l'intelligence émotionnelle

En tant que Secrétaire Générale d'Abidjanaises In Tech, vous avez souligné que le réseau vous a permis de décrocher des contrats significatifs. Comment l'association parvient-elle à transformer cet esprit de communauté en opportunités économiques réelles pour ses 700 membres ?

Ce qui fait notre force, c'est notre capacité à passer du partage d'expérience à l'impact économique concret. Ce qui a commencé comme un noyau solide de 200 membres ici en Côte d'Ivoire s'est aujourd'hui élargi à un réseau d'expertise de plus de 700 membres répartis dans cinq pays africains.

Et ce n'est qu'un début : pour l'année 2026, notre croissance s'accélère avec l'intégration prochaine de plusieurs autres pays au sein du réseau Africane in tech. Cette expansion nous permet de mutualiser nos compétences à l'échelle du continent.

Au-delà des chiffres, cette communauté est un véritable catalyseur : nous facilitons la mise en relation entre talents et recruteurs, nous soutenons l'entrepreneuriat féminin par le mentorat et nous créons des ponts directs vers les opportunités de financement. En transformant la solidarité en réseau d'affaires structuré, nous prouvons que la tech africaine se conjugue au féminin et qu'elle est un moteur de croissance incontournable pour toute la région.

L'association lance une enquête nationale inédite sur les femmes dans le secteur numérique. Quels sont les principaux défis statistiques que vous espérez éclairer pour influencer les politiques d'inclusion en Côte d'Ivoire ?

Au-delà des échanges d'idées, mon ambition est d'apporter des données concrètes pour donner du poids aux enjeux du numérique en Côte d'Ivoire. C'est tout l'objet de cette enquête nationale : nous voulons cartographier précisément les réalités du terrain.

Notre objectif est de recueillir au moins 150 réponses qualifiées pour garantir une analyse solide et représentative. Ces résultats ne resteront pas dans un tiroir ; ils seront officiellement présentés lors d'un événement dédié en marge de l'ADICOM en avril prochain. C'est une étape cruciale pour transformer nos convictions en leviers de décision stratégiques. J'invite d'ailleurs tous les acteurs du secteur à y contribuer via le lien disponible sur nos plateformes.

Votre plaidoyer pour l'IA au service des personnes en situation de handicap est très remarqué. Quelles actions concrètes Abidjanaises In Tech prévoit-elle pour favoriser l'autonomie et l'employabilité de ce public grâce au numérique ?

Au sein d'Abidjanaises In Tech, nous encourageons vivement nos membres à s'impliquer dans des actions de « giveback ». Si notre cœur de mission reste le développement professionnel et

technologique, nous sommes conscients de la force que représente notre communauté. C'est pourquoi nous répondons avec enthousiasme lorsque nous sommes sollicités pour des projets à fort impact social, notamment sur la question du handicap.

Le numérique doit être le plus grand égalisateur de chances de notre siècle. En nous appuyant sur notre vivier d'expertes volontaires, nous facilitons des sessions de sensibilisation et des formations sur l'IA. L'objectif est de permettre aux personnes en situation de handicap de maîtriser des technologies d'assistance qui effacent les barrières physiques. Grâce à la générosité et à l'expertise de nos membres, nous aidons ce public à gagner en autonomie et à devenir des acteurs productifs de notre économie

Votre série de photos générées par IA explore la pluralité des femmes africaines. Est-ce pour vous une manière de réapproprier le récit technologique par l'art et de déconstruire certains stéréotypes?

Absolument. La technologie n'est pas neutre ; elle reflète les données qu'on lui donne. En créant ces visuels, mon intention est de contribuer à ce que l'IA propose une vision authentique et plurielle de la société dans laquelle j'ai grandi. Étant née et ayant fait tout mon parcours ici, en Côte d'Ivoire, je me sens investie d'une responsabilité : celle d'utiliser les outils les plus modernes pour refléter fidèlement la richesse des histoires de ce pays qui m'a vue grandir.

C'est une manière de mettre l'innovation au service de nos réalités locales et de s'assurer que nos contextes sont représentés avec justesse. Et cette vision commence à résonner bien au-delà de nos frontières : mon travail s'exporte désormais aux États-Unis, où j'ai récemment signé un contrat avec une galerie pour exposer mes créations. C'est la preuve que nos récits visuels, lorsqu'ils sont portés avec authenticité, ont une valeur universelle et peuvent s'imposer sur la scène artistique mondiale.

Avec les investissements massifs dans les infrastructures (Data Centers, 5G), comment projetez-vous l'écosystème tech ivoirien d'ici 2030 et quel rôle souhaitez-vous y jouer?

D'ici 2030, je n'imagine pas seulement la Côte d'Ivoire comme un hub technologique, mais comme une véritable «Silicon Lagoon» : un écosystème où l'innovation n'est pas importée, mais dictée par nos propres réalités. L'IA doit être le catalyseur de nos secteurs vitaux, là où l'impact humain est le plus immédiat.

Le constat de la Banque Africaine de Développement (BAD) est sans appel : l'agriculture représente près de 30 % de notre PIB. Pourtant, ce moteur de croissance reste trop souvent en marge de la révolution numérique. Imaginez l'impact d'une IA capable d'optimiser les rendements de nos planteurs en temps réel ou de sécuriser les revenus ruraux. C'est là que se joue notre souveraineté alimentaire.

Il en va de même pour la santé, où le ratio de couverture médicale reste un défi majeur. Dans un contexte où l'accès à un spécialiste est parfois un luxe, l'IA devient une nécessité vitale : elle peut assister le diagnostic à distance, prédire les épidémies et rendre les soins accessibles là où les routes s'arrêtent.

À la jeunesse ivoirienne, je lance un appel : ne soyez pas de simples consommateurs d'algorithmes conçus ailleurs. L'IA est un terrain vierge. Soyez les architectes de ces solutions, car personne ne comprendra mieux nos défis que nous-mêmes. Pour que cette Silicon Lagoon rayonne, nous devons passer de spectateurs à créateurs d'un futur qui nous ressemble.



BISCUITS

Quel est votre hobby favori?

En dehors de la technologie, je nourris ma curiosité à travers la lecture et les visites dans des galeries d'art ou des musées. C'est un besoin essentiel pour moi de me déconnecter pour mieux observer le monde. Ces moments de contemplation nourrissent d'ailleurs directement mon travail : l'art m'apprend à voir des détails que l'on ne remarque plus, et c'est cette sensibilité que j'essaie de transmettre à travers les visuels que je crée avec l'IA.

Un plat ivoirien que vous adorez

Un Garba bien chaud,

Si vous n'étiez pas dans la technologie, quel métier improbable auriez-vous aimé exercer?

Si je n'étais pas dans la technologie, j'aurais probablement été historienne, car je suis fascinée par l'idée de déterrer des récits oubliés pour mieux comprendre ce qui nous lie aujourd'hui.

Si votre robot émotionnel BUDDY pouvait préparer le petit déjeuner, il vous servirait quoi ce matin?

S'il pouvait cuisiner, il me servirait un bon café bien chaud, car sans lui, je ne peux tout simplement pas démarrer ma journée

On vous dit «multipote». Quel est votre talent caché que personne ne soupçonne dans l'écosystème tech?

Si mon parcours est aussi varié, c'est parce que je compose avec un TDAH et une particularité HPI focalisée sur le langage et le vocabulaire. J'ai réussi à transformer ce fonctionnement en un véritable super-pouvoir. Mon agilité avec les mots me permet de traduire des concepts technologiques complexes en récits accessibles, tandis que mon TDAH alimente une curiosité sans limites. C'est cette combinaison qui me permet de bâtir des ponts entre des univers différents. Au lieu d'y voir un frein, j'utilise cette hyper-activité mentale comme un moteur pour innover et créer des liens là où on ne les attend pas





ANALYSE PROSPECTIVE ET REPORTING DE PERFORMANCE DE L'ÉCOSYSTÈME TECH BUSINESS DE JANVIER À FEVRIER 2026



Le paysage de l'innovation technologique et du développement des affaires en Afrique francophone traverse, au cours de ce premier bimestre de l'année 2026, une phase de transition structurelle majeure. Alors que l'écosystème continental global montre des signes de contraction quantitative dans ses volumes de financement, les marchés de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique Centrale et du Maghreb affichent une résilience stratégique remarquable, portée par des réformes institutionnelles profondes et une professionnalisation accrue des acteurs. Ce rapport analyse de manière exhaustive les flux de capitaux, les mouvements de consolidation industrielle et les percées technologiques qui redéfinissent les contours de l'AfricaTech en 2026.

ANALYSE MACROÉCONOMIQUE DU CAPITAL-RISQUE : LE TEMPS DE LA DISCIPLINE

Le mois de janvier 2026 marque un tournant dans la gestion du capital-risque sur le continent africain. Selon les indicateurs de performance agrégés, les startups africaines ont levé un montant total de 174 millions de dollars au cours du premier mois de l'année, incluant les prises de participation en actions, la dette et les subventions pour les opérations supérieures à 100 000 dollars.¹ Ce chiffre, bien que supérieur aux points bas de janvier 2023 (106 millions) et janvier 2024 (85 millions), représente un recul net de 37 % par rapport aux 276 millions de dollars collectés en janvier 2025.

Cette baisse quantitative s'accompagne d'une réduction encore plus alarmante du volume des transactions. Seules 26 startups ont annoncé une levée de fonds significative en janvier 2026, ce qui constitue le niveau mensuel le plus bas observé depuis au moins six ans.¹ Cette situation traduit un durcissement manifeste des conditions d'accès au capital et une sélectivité accrue des investisseurs qui privilégient désormais la solidité opérationnelle et la rentabilité immédiate sur les simples promesses de croissance de parts de marché. La concentration des financements s'accroît également, avec deux opérations majeures captant près de la moitié du total mensuel : une levée de dette de 64 millions de dollars pour la fintech égyptienne valU et un tour de table de 24 millions de dollars pour la startup nigériane MAX.

Évolution des modèles de financement et préparation aux marchés publics

L'un des faits marquants de ce début d'année est l'émergence de nouveaux instruments visant à stabiliser et à crédibiliser l'écosystème sur le long terme. L'introduction du nouvel indice Africa Tech 50 (AT50) à la Bourse de Londres illustre cette volonté de préparer les entreprises technologiques africaines aux introductions en bourse (IPO).⁵ Cet indice répond à un besoin critique de discipline de prix et de maturité de gouvernance, des domaines où les entreprises africaines ont historiquement manqué de rigueur, entraînant des échecs lors de tentatives de cotation passées.

L'analyse des marchés privés montre que la liquidité secondaire devient structurelle et que les plateformes d'échange adoptent une approche proactive pour réduire l'incertitude des investisseurs internationaux.⁵ Dans un contexte où les capitaux sont devenus plus sélectifs, la capacité des startups à produire des rapports financiers de qualité auditable et à maintenir un contrôle rigoureux au niveau de leur conseil d'administration est devenue un facteur différenciateur de premier plan. Le décalage entre les valorisations

privées négociées et la réalité des marchés publics impose une réinitialisation des attentes, favorisant les entreprises capables de démontrer une pérennité réelle plutôt qu'une croissance artificielle alimentée par le capital-développement.

Indicateur de Performance VC (Janvier 2026)	Valeur Constatée	Tendance vs Janvier 2025
Montant total levé	174 000 000 USD	-37%
Nombre d'opérations conclues	26	-50% (approx.)
Part du financement pré-seed (2025)	1,5%	Recul structurel
Moyenne mensuelle mobile (12 mois)	263 000 000 USD	Tendance baissière

SÉNÉGAL : PÔLE STRATÉGIQUE DE L'INNOVATION NUMÉRIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le Sénégal confirme sa trajectoire de leader au sein de l'espace francophone par une combinaison de dynamisme entrepreneurial et de portage institutionnel fort. L'écosystème dakarois se structure autour de secteurs de niche à haute valeur ajoutée, tout en consolidant sa maturité financière par des levées de fonds de plus en plus sophistiquées.

Structuration de l'industrie du Gaming et de l'e-sport

Le marché sénégalais du jeu vidéo connaît une expansion fulgurante, avec un chiffre d'affaires estimé à 49 milliards FCFA et une base de 1,7 million de joueurs réguliers.⁶ Pour capitaliser sur ce potentiel, le ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique a signé, le 13 février 2026, une convention stratégique avec l'Association Sénégalaise des Gamers (SENGAMES) pour l'organisation de « Efest Africa ». ⁹ Cet événement d'envergure internationale ambitionne de transformer Dakar en un hub technologique émergent, capable d'attirer des investisseurs globaux et de stimuler l'employabilité des jeunes dans les métiers de la création numérique.

Cette convention établit un cadre formel de collaboration pour la promotion de l'innovation technologique et de la transformation numérique, s'inscrivant directement dans la vision présidentielle du « New Deal Technologique ». ⁹ En offrant une reconnaissance

institutionnelle au secteur du gaming, le Sénégal entend non seulement valoriser ses startups locales, mais aussi créer des synergies entre les entrepreneurs, les mentors et les institutions financières internationales pour inscrire durablement le pays parmi les acteurs de référence de l'économie numérique africaine.

Fintech et Inclusion Financière : Le Succès de KaliSpot

Dans le secteur de la fintech, la startup sénégalaise KaliSpot a marqué les esprits avec une levée de fonds de 4 millions de dollars (environ 2,4 milliards FCFA) réalisée au tout début de l'année. Cette opération, structurée en un mélange de dette et de capital (equity), a été menée par un acteur financier sous-régional avec la participation d'investisseurs providentiels de renom. Un fait marquant de cette transaction est l'entrée au capital de Sékou Dramé, ancien Directeur Général de la Sonatel, qui apporte une expertise stratégique de premier plan au développement de la jeune pousse.

KaliSpot se donne pour mission de connecter le cash à l'économie numérique en optimisant les services de dépôt (cash-in) et de retrait (cash-out) via des solutions physiques intelligentes et mutualisées.

Cette approche répond à un défi majeur de l'inclusion financière en Afrique, où la majorité des transactions repose encore sur les espèces. En mutualisant les infrastructures pour les agents et les populations, KaliSpot réduit les coûts opérationnels et améliore la disponibilité des services financiers, jetant ainsi les bases d'un écosystème plus intégré et accessible.

Performances de la Sonatel et Dynamique de Marché

Parallèlement au dynamisme des startups, les acteurs historiques du numérique affichent des performances exceptionnelles. Le Groupe Sonatel a dévoilé, pour l'exercice 2025, un bénéfice consolidé record de 414 milliards FCFA.⁶ Ce résultat, qualifié de stratosphérique, est porté par une bascule stratégique vers les services financiers mobiles (Orange Money) et l'internet haut débit (Fibre), compensant ainsi la stagnation, voire le recul, des revenus liés à la téléphonie vocale traditionnelle.

Ces résultats illustrent la résilience du modèle économique du leader des télécoms au Sénégal, capable de s'adapter aux nouvelles réglementations sur l'identification des abonnés tout en captant la valeur générée par la transformation numérique de la société. Cette performance financière renforce la position du Sénégal comme un moteur de croissance pour l'ensemble de la zone UMOA, attirant l'attention des investisseurs institutionnels sur la solidité des fondamentaux de son économie numérique.

Marché Financier Régional et Souveraineté Économique

Le Sénégal continue également d'être un acteur majeur sur le marché financier de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA). Le 19 janvier 2026, l'État a réussi une levée de fonds de 154 milliards FCFA auprès de l'UMOA, répartie entre des bons du Trésor à 12 mois (71,46 milliards) et des obligations à long terme (36 et 60 mois).¹⁴ Cette opération témoigne de la confiance persistante des investisseurs régionaux dans les titres souverains sénégalais malgré un contexte international de volatilité.

Cette stratégie de financement s'accompagne d'un effort de mobilisation des ressources locales et de la diaspora, avec le lancement prévu de « diaspora bonds » pour réduire la dépendance aux marchés internationaux.¹⁶ Le taux de couverture de ces adjudications, atteignant parfois 184 %, confirme la liquidité disponible au sein de l'espace régional pour financer les grands projets d'infrastructure et les réformes économiques structurelles portées par le gouvernement sénégalais.

CÔTE D'IVOIRE : ACCÉLÉRATION DE LA LOGISTIQUE ET MODERNISATION DE L'ÉTAT

La Côte d'Ivoire s'affirme comme le carrefour incontournable de l'innovation logistique et de la transformation numérique en Afrique de l'Ouest. Le premier bimestre 2026 est marqué par des initiatives visant à coupler les solutions technologiques aux besoins industriels réels, tout en modernisant les piliers de l'administration publique.

L'Innovation Logistique au Cœur du Challenge Accelerate X Fuzé

Le challenge Accelerate X Fuzé, lancé le 23 janvier 2026 par Yiri (le centre d'innovation de l'entreprise Africa Global Logistics - AGL) en partenariat avec Digital Africa, a mobilisé l'écosystème entrepreneurial autour des problématiques de transport et de mobilité.¹⁷ Ce programme d'accélération structuré vise à identifier des startups capables d'apporter des solutions concrètes pour optimiser les opérations logistiques, la gestion des données et l'efficacité des services supports par l'IA.¹⁸ Le pitch final s'est tenu le 4 février 2026 à Abidjan, réunissant 10 à 15 pépites sélectionnées pour leur traction commerciale et leur capacité à passer à l'échelle.

Les lauréats de ce challenge bénéficient d'un accompagnement intensif de six mois, incluant un accès privilégié au réseau panafricain d'AGL et des sessions de mentorat de haut niveau. De plus, deux

startups particulièrement prometteuses reçoivent un cofinancement conjoint de la part d'AGL et de Digital Africa pour accélérer leur déploiement opérationnel.

Cette initiative démontre l'importance croissante des collaborations entre grands groupes industriels et jeunes pousses technologiques pour stimuler la transformation durable de l'économie ivoirienne.

Expansion de Cauridor et Refonte de la Fintech Ivoirienne

La fintech Cauridor (anciennement BnB Transfer Corp) a marqué une étape majeure dans son développement avec une levée de fonds en amorçage (Seed) de 3,5 millions de dollars, menée par Oui Capital.20 Cette opération vise à renforcer l'infrastructure de paiement transfrontalier en Afrique francophone, en utilisant la technologie blockchain pour permettre l'interopérabilité entre les comptes bancaires et les portefeuilles de mobile money.20 Déjà présente au Sénégal, en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, Cauridor prévoit d'étendre ses activités au Mali et au Nigeria.

Le rebranding de l'entreprise en janvier 2026 reflète une vision élargie et unifiée de ses services financiers, visant à résoudre les problèmes du « dernier kilomètre » dans les transferts d'argent mondiaux. En s'appuyant sur des partenariats stratégiques, notamment avec MoneyGram et Orange Money, Cauridor facilite des flux financiers rapides et sécurisés, essentiels pour l'inclusion financière des populations non bancarisées et le soutien aux économies locales.

Modernisation du secteur de la santé et budgets records

Sur le plan institutionnel, le ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, Pierre Dimba, a fait adopter par le Sénat un budget historique de 808,99 milliards FCFA pour l'année 2026. Ce budget record est destiné à accélérer la modernisation des infrastructures hospitalières et à généraliser la Couverture Maladie Universelle (CMU). L'un des piliers technologiques de cette réforme est la digitalisation intégrale des systèmes hospitaliers via le Système d'Information Hospitalier (SIH), visant à optimiser le parcours des patients et la gouvernance des établissements.

Cette ambition se décline également au niveau régional. Dans l'Agneby-Tiassa, Pierre Dimba a annoncé la réalisation de trois projets majeurs pour stimuler le développement local, avec un budget régional autorisé de plus de 6 milliards FCFA pour 2026. Ces investissements ciblent non seulement la santé, mais aussi l'éducation et les infrastructures routières, créant ainsi un environnement favorable à l'attractivité économique et à la génération de richesses pour les populations rurales.

Transformation Numérique et Investissements Publics

Le gouvernement ivoirien intensifie ses efforts pour faire du numérique un levier transversal de croissance. En février 2026, la Côte d'Ivoire a mobilisé 152 millions de dollars pour accélérer sa transformation numérique globale, incluant la digitalisation des procédures administratives et le renforcement de la cybersécurité. Cette dynamique s'accompagne d'une volonté de promouvoir le patrimoine culturel ivoirien par des outils digitaux innovants, comme souligné lors des préparatifs de l'African Digital Week (ADW 2026) prévue pour juin prochain.

Toutefois, cette transition ne va pas sans défis. La cyberattaque subie par Air Côte d'Ivoire en février 2026 a rappelé la vulnérabilité des infrastructures critiques et l'importance cruciale de la cyber-résilience pour les entreprises africaines. Face à ces menaces, les DSI ivoiriens explorent de nouvelles stratégies basées sur l'IA générative et la cybersécurité agentique pour bâtir des organisations plus performantes et sécurisées, tout en naviguant dans un cadre réglementaire en constante évolution, marqué par le retour de la patente transport pour le secteur des VTC.

MAGHREB : RÉFORMES DES CHANGES ET VISION NUMÉRIQUE 2030

Le Maghreb, emmené par le Maroc et la Tunisie, adopte des stratégies divergentes mais complémentaires pour consolider son économie numérique. Le Maroc mise sur la libéralisation réglementaire pour favoriser l'internationalisation, tandis que la Tunisie lance un plan massif de dématérialisation des services publics.

Maroc : L'IGOC 2026, une réforme pivot pour les startups

L'Office des Changes du Maroc a présenté, le 17 février 2026, l'Instruction Générale des Opérations de Change 2026 (IGOC 2026), une réforme structurelle majeure pour le climat des affaires. Cette nouvelle réglementation marque un changement de paradigme, passant d'un régime d'autorisation préalable à un régime déclaratif plus souple. Pour les startups, la mesure la plus emblématique est la possibilité d'investir à l'étranger dès leur création, avec un plafond annuel de 10 millions de dirhams.

Cette réforme vise à renforcer la compétitivité internationale des entreprises marocaines en simplifiant les procédures de transfert de devises et en assouplissant les dotations pour voyages d'affaires.

Soutenu par des réserves de change historiques atteignant 448 milliards de dirhams en janvier 2026, le Maroc sécurise sa trajectoire vers une convertibilité élargie du dirham, tout en offrant aux investisseurs étrangers des garanties accrues sur le transfert de leurs revenus et la gestion des risques de change.

Tunisie : Un plan ambitieux de 192 projets numériques

La Tunisie a franchi une étape décisive dans sa stratégie de développement numérique avec la validation, en février 2026, d'un plan comprenant 192 projets prioritaires pour la période 2026-2030. Cette initiative vise la digitalisation complète des services publics, incluant la mise en place d'un portail unifié pour les démarches administratives, la plateforme « Taamir » pour les permis de construire, et la dématérialisation des services fiscaux et douaniers.³¹ L'objectif est de réduire la bureaucratie, de renforcer la transparence et de stimuler l'investissement local et étranger.

Ce plan s'appuie sur des indicateurs d'adoption numérique solides : 84 % de la population tunisienne utilise internet et le taux de connexion mobile dépasse 125 %. En intégrant ces projets dans son plan de développement national, la Tunisie espère faire du numérique un moteur de croissance capable de créer de nouvelles opportunités d'emploi, particulièrement pour les jeunes et les startups, tout en modernisant son modèle de développement économique.

Dynamisme de l'écosystème des startups en Afrique du Nord

Malgré un ralentissement global des financements, l'écosystème nord-africain continue de voir émerger des projets innovants. En Algérie, la startup Knot Technologies a levé 1 million de dollars pour transformer le secteur de la billetterie et du contrôle d'accès grâce à l'IA. Au Maroc, la startup de mobilité Enakl a clôturé un tour de table en amorçage de 2,3 millions de dollars, illustrant l'attractivité persistante des solutions de transport urbain intelligent.³⁸

En Tunisie, l'innovation s'oriente également vers la durabilité environnementale. La startup Chitelix transforme les déchets de crabe en ressources industrielles précieuses, tandis que MEPS (Medical Environment and Power Solutions) se spécialise dans la conversion de déchets organiques en énergie et en fertilisants, avec des ambitions de déploiement panafricain pour 2026.³⁸ Ces initiatives témoignent de la capacité des entrepreneurs maghrébins à transformer des défis écologiques en opportunités économiques viables, tout en attirant l'attention d'investisseurs régionaux comme le fonds Maghreb Private Equity.

Startup Francophone (Jan-Fév 2026)	Pays	Secteur	Montant / Info Clé
KaliSpot	Sénégal	Fintech	4M USD (S. Dramé au capital)
Cauridor	Côte d'Ivoire	Paiements	3,5M USD (Oui Capital)
Enakl	Maroc	Mobilité	2,3M USD (Seed)
Knot Technologies	Algérie	Billetterie / IA	1M USD
OneDosh	Pan-afrique	Stablecoins	3M USD (Pre-seed)
Spiro	Pan-afrique	Mobilité Électrique	7M USD (Accélération)

AFRIQUE CENTRALE : SOUVERAINETÉ ET APPUI À LA JEUNESSE

L'Afrique Centrale, emmenée par le Cameroun et la RDC, affiche une volonté marquée de reprendre le contrôle sur ses actifs stratégiques et de dynamiser son écosystème numérique par des interventions étatiques directes.

Cameroun : Un Fonds de 50 Milliards FCFA pour l'Entrepreneuriat

Le président camerounais Paul Biya a annoncé, lors de son message à la Nation du 31 décembre 2025, le déblocage d'une enveloppe de 50 milliards FCFA dédiée au financement des jeunes entrepreneurs et à l'autonomisation économique des femmes pour l'exercice 2026.¹² Ce fonds spécial, inscrit dans la loi de finances 2026, vise particulièrement les secteurs des technologies de l'information et de l'innovation digitale.¹² L'objectif est de bâtir une synergie entre l'État et le secteur privé pour transformer ces promesses budgétaires en impacts mesurables sur l'emploi et la modernisation de la société camerounaise.

Pour garantir l'efficacité de ce dispositif, le gouvernement s'attelle à l'assainissement du climat des affaires et à la publication de textes d'application encadrant la gouvernance du fonds.¹² Parallèlement, le Cameroun accélère ses projets d'infrastructure lourde, avec un plan d'investissement de 1 748 milliards FCFA pour

le lancement de trois gisements de fer d'ici 2030, tout en cherchant à mobiliser des financements internationaux avec l'appui de la BAD et de l'ATIDI.

IA et Souveraineté Numérique au Cameroun

Le Cameroun place également l'intelligence artificielle au cœur de sa stratégie nationale. La ministre Minette Libom Li Likeng a tracé une feuille de route pour 2026 visant à instaurer un cadre de gouvernance de l'IA capable de garantir l'efficacité des actions publiques. Malgré des défis en termes d'infrastructures et de formation des talents, le pays ambitionne de devenir un pôle d'innovation en Afrique Centrale, notamment dans les domaines de l'agriculture intelligente et de la gestion optimisée des ressources naturelles.

Sur le plan de la connectivité, l'opérateur historique Camtel a décroché un financement de 44,9 milliards FCFA pour étendre la couverture mobile dans les zones rurales. Cette extension est cruciale pour réduire la fracture numérique et permettre aux startups locales de toucher un marché intérieur plus vaste. L'écosystème camerounais, bien que classé au 114ème rang mondial, voit émerger des leaders comme upOwa dans les énergies propres et Waspito dans la healthtech, qui attirent des investissements cumulés de plus de 37 millions de dollars.

République Démocratique du Congo : L'Or comme Rempart et Transition Numérique

La RDC adopte une stratégie originale pour affirmer sa souveraineté économique. La Banque Centrale du Congo mise désormais sur l'or monétaire comme nouveau rempart face aux fluctuations du dollar, cherchant à stabiliser son cadre macroéconomique pour favoriser l'investissement à long terme. Parallèlement, le complexe minier Kamao-Kakula continue de générer des revenus massifs (3,28 milliards USD en 2025), une manne financière que le gouvernement souhaite réorienter en partie vers le développement des infrastructures numériques.

Selon les estimations de la GSMA, la transformation numérique pourrait ajouter près de 3,6 milliards de dollars au PIB de la RDC d'ici 2029. Pour 2026, le pays se positionne comme un « pari audacieux » pour les investisseurs recherchant une exposition à des marchés frontières à fort potentiel. L'accent est mis sur le renforcement des capacités de mise en œuvre des projets d'infrastructure reliant les grands pôles économiques de la région, un impératif pour permettre une transformation productive efficace de l'Afrique Centrale.

FUSIONS, ACQUISITIONS ET CONSOLIDATION DE L'INDUSTRIE

Le ralentissement des levées de fonds en capital-risque favorise une vague de consolidation naturelle au sein de l'écosystème africain. Les acteurs les mieux capitalisés profitent de la période pour acquérir des parts de marché ou des briques technologiques complémentaires.

L'Acquisition de Baobab Group par Beltone : Un Mouvement Stratégique

L'opération la plus marquante de ce début d'année 2026 est le rachat de 100 % de l'institution de microfinance Baobab Group par la société égyptienne Beltone Holding pour un montant de 197,6 millions d'euros. Cette acquisition permet à Beltone de s'étendre massivement en Afrique de l'Ouest, illustrant la volonté des grands groupes financiers d'Afrique du Nord de capter la croissance des marchés subsahariens francophones.

Baobab, leader de l'inclusion financière pour les micro-entrepreneurs, apporte à Beltone un réseau d'agences et une expertise de terrain solide. Ce mouvement s'inscrit dans une dynamique plus large de convergence sectorielle, où le capital s'oriente vers des entreprises situées à l'intersection de l'innovation financière et de la montée en taille à long terme.

Consolidation et Sorties dans la Fintech et l'Énergie

D'autres mouvements significatifs témoignent de la maturité du marché. Flutterwave a acquis la startup nigériane Mono pour environ 30 millions de dollars, renforçant ainsi ses capacités dans l'open banking.² Dans le secteur de l'énergie, Izili Group a acquis Qotto, un acteur du solaire hors réseau présent en Afrique de l'Ouest, tandis que la startup de recrutement Savannah a été rachetée par Commit.²

On assiste également à une lutte acharnée pour le contrôle des infrastructures passives. MTN a lancé une offre publique d'achat (OPA) de 1 216,6 milliards FCFA (environ 2,2 milliards USD) pour prendre le contrôle total d'IHS Towers, soulignant l'importance stratégique de la propriété des tours télécoms pour l'optimisation des réseaux de nouvelle génération comme la 5G. Ces opérations de grande envergure confirment que, malgré la prudence du capital-risque, les secteurs des services financiers, de l'énergie et des télécommunications restent des moteurs puissants d'activité transactionnelle.

Transaction M&A (Jan-Fév 2026)	Acquéreur	Cible	Secteur
Acquisition de 100%	Beltone Holding	Baobab Group	Microfinance / Fintech
Acquisition stratégique	Flutterwave	Mono	Open Banking
Consolidation Énergie	Izili Group	Qotto	Solaire Off-grid
Offre Publique d'Achat	MTN	IHS Towers	Infrastructure Télécom
Rachat partiel	Nedbank	NCBA	Services Financiers

INNOVATIONS SECTORIELLES : IA, TRANSITION VERTE ET AGRITÉCH

Au-delà des flux financiers, l'année 2026 est marquée par une évolution qualitative des solutions proposées par les startups africaines, avec une intégration croissante des préoccupations environnementales et de l'intelligence artificielle appliquée.

L'IA en Afrique : Vers un Réalignement Stratégique

L'industrie mondiale des smartphones et des services numériques est désormais portée par l'IA intégrée. Samsung, lors de son événement Galaxy Unpacked de février 2026, a mis l'accent sur les agents autonomes capables d'anticiper les besoins des utilisateurs, une vision qui trouve un écho particulier en Afrique pour pallier le manque de services personnalisés. Toutefois, les startups africaines font face à un fossé des talents et à des coûts d'infrastructure prohibitifs.

Pour y répondre, on observe un « dégroupage » de la chaîne de valeur de l'IA : les fondateurs conservent la maîtrise des données locales (leur fossé protecteur) mais se tournent vers l'Asie pour l'externalisation de la formation des modèles avancés, jugée plus rentable. Parallèlement, des initiatives de souveraineté numérique émergent, comme le partenariat entre le Kenya, l'Inde et l'Italie pour déployer des solutions d'IA vocale adaptées aux langues locales africaines, officialisé lors du Sommet sur l'impact de l'IA 2026 à New Delhi.

Transition verte et économie circulaire

La GSMA a débloqué des financements stratégiques pour soutenir les startups africaines engagées dans la transition écologique. Les projets ciblés concernent l'accès à l'énergie propre, les solutions solaires pour alimenter les infrastructures télécoms, et les modèles d'économie circulaire appliqués aux déchets électroniques. En Afrique, où le marché du mobile est en pleine expansion, la gestion du recyclage des téléphones devient un enjeu critique.

Dans l'agritéché, l'innovation se concentre sur la résilience climatique. Des startups comme NovFeed en Tanzanie utilisent la biotechnologie pour la sécurité alimentaire, tandis qu'au Malawi, des chercheurs proposent des systèmes d'irrigation solaire payants pour soutenir les femmes rurales. La logistique durable n'est pas en reste, avec l'union entre PAPS et Bako Motors pour décarboner le dernier kilomètre au Sénégal grâce à des véhicules électriques.

DÉFIS ET PERSPECTIVES DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

La réalisation du potentiel de l'Afrique francophone reste tributaire du déploiement massif d'infrastructures de connectivité et de la sécurisation du cyberspace.

Le besoin criant en infrastructures de connectivité

On estime que l'Afrique a besoin d'investir 36 milliards de dollars par an d'ici 2040 uniquement dans les câbles à fibre optique pour accélérer sa transformation productive. Cet investissement représente environ 23 % du besoin total annuel en infrastructures du continent (estimé à 155 milliards USD). Bien que des progrès significatifs aient été enregistrés avec 55 % d'investissements privés dans le numérique (contre seulement 1 % dans l'eau), une fracture numérique persistante touche encore 900 millions d'habitants.

Pour combler ce fossé, des projets majeurs sont en cours, comme le rachat de l'Eurobond par le Congo pour sécuriser ses recettes locales et la mise en service de son deuxième câble sous-marin en février 2026. L'arrivée du câble 2Africa est également perçue comme un catalyseur pour permettre à l'Afrique de capturer le plein potentiel de l'économie numérique mondiale.

Cybersécurité : D'un enjeu technique à un arbitrage stratégique

L'année 2026 marque le passage de la cybersécurité du statut de simple problème informatique à celui d'arbitrage stratégique pour les dirigeants. L'attaque contre Air Côte d'Ivoire et l'onde de choc de la

cyberattaque contre la fintech CinetPay ont ébranlé la confiance régionale, soulignant la nécessité de bâtir des infrastructures souveraines et sécurisées.

Les autorités multiplient les initiatives de lutte contre la cybercriminalité. Au Sénégal, une nouvelle plateforme de signalement facilite la dénonciation des escroqueries et de l'usurpation d'identité. Sur le plan continental, l'opération Interpol Red Card 2.0 a permis l'arrestation de 651 cyberescrocs et la récupération de 4,3 millions de dollars, illustrant une volonté de coopération internationale pour protéger l'économie numérique naissante du continent. Une Ère de normalisation disciplinée

Le bilan de ce premier bimestre 2026 pour l'AfricaTech en zone francophone témoigne d'une maturité croissante de l'écosystème. Si les chiffres de financement en capital-risque montrent une contraction par rapport à l'euphorie de 2025, cette baisse doit être interprétée comme une normalisation saine. La qualité des projets prime désormais sur la quantité, et l'accent est mis sur la gouvernance, la transparence financière et l'impact réel.

Les pays francophones, par leurs réformes audacieuses (Maroc, Tunisie) et leur appui institutionnel massif (Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal), se positionnent comme les nouveaux moteurs de croissance du continent. L'émergence de champions régionaux capables de lever des fonds en monnaie locale et la vague de consolidations industrielles préparent le terrain pour une ère plus sélective mais plus robuste. Pour les investisseurs de long terme, l'Afrique francophone reste plus que jamais une frontière technologique prometteuse, où les fondamentaux macroéconomiques et l'innovation pragmatique commencent enfin à converger.



HeaD

L'INNOVATION
DIGITALE AU
SERVICE
D'UNE SANTÉ
INCLUSIVE
EN AFRIQUE

En Afrique, l'accès aux soins de santé reste freiné par des processus administratifs lourds, fragmentés et encore largement manuels. Cette gestion archaïque engendre non seulement des lenteurs et des erreurs, mais favorise également les fraudes et une mauvaise coordination entre les acteurs. Face à ce constat, la startup HeaD (Health and Digital) déploie une suite de solutions numériques conçues pour transformer durablement l'accès aux systèmes de santé sur le continent.

PHÉNIX : Un écosystème pour fluidifier le tiers payant

La première solution majeure de l'entreprise, baptisée PHÉNIX, s'attaque à un point névralgique : la gestion du tiers payant santé. Bien plus qu'un simple outil de gestion, PHÉNIX se présente comme un écosystème digital connectant assureurs, prestataires de soins et patients.

Grâce à une architecture basée sur l'interopérabilité, la plateforme permet à tout assuré de devenir éligible auprès de n'importe quel prestataire conventionné, indépendamment du réseau de son gestionnaire. Cette approche simplifie radicalement le parcours de soin, réduit les délais de prise en charge et assure une transparence totale des flux financiers.

Une vision centrée sur la donnée et l'inclusion

L'ambition de HeaD ne s'arrête pas à la gestion administrative. La startup mise sur la valorisation de la donnée de santé pour appuyer les politiques publiques et anticiper les risques sanitaires via des tableaux de bord analytiques. En centralisant des données exploitables en temps réel, HeaD permet aux décideurs de sortir d'un pilotage opaque pour une meilleure efficacité opérationnelle.

Portée par une équipe combinant expertise technique et connaissance approfondie du secteur, l'entreprise prévoit déjà une expansion régionale majeure. Sa feuille de route à trois ans inclut l'intégration de la téléconsultation, le développement d'outils prédictifs populationnels et l'ouverture d'un pôle dédié à l'intelligence artificielle pour bâtir une santé toujours plus «intelligente» et humaine.

DYNAMIQUES ET
MUTATIONS DU
CAPITAL
INVESTISSEMENT
EN AFRIQUE
FRANCOPHONE

**BILAN ET
PERSPECTIVES
DU PREMIER
TRIMESTRE 2026**

Le paysage technologique et entrepreneurial de l'Afrique francophone traverse, en ce début d'année 2026, une phase de transition majeure. Après une décennie marquée par l'évangélisation de modèles économiques légers en actifs (asset-light), le marché opère un virage pragmatique vers la rentabilité, la durabilité et la maîtrise des infrastructures physiques. Le premier trimestre 2026 s'inscrit dans une dynamique de « stabilisation disciplinée », succédant aux turbulences des deux années précédentes. ¹ Si les volumes globaux de financement à l'échelle du continent affichent un ralentissement saisonnier en janvier, l'Afrique francophone consolide sa position de moteur de croissance alternative, portée par une stabilité monétaire relative et des réformes législatives structurantes.

ANALYSE QUANTITATIVE DU FINANCEMENT : UN DÉBUT D'ANNÉE SOUS LE SIGNE DE LA SÉLECTIVITÉ

Le premier mois de l'année 2026 a été caractérisé par une contraction notable de l'activité transactionnelle globale. Les startups africaines ont levé un total de 174 millions de dollars en janvier 2026, incluant l'équité, la dette et les subventions. Ce chiffre marque une baisse significative de 39,8 % par rapport aux 289 millions de dollars enregistrés en janvier 2025.

Cependant, au-delà du volume financier, c'est le recul du nombre de transactions qui suscite l'attention. Seules 26 startups ont annoncé des levées de fonds supérieures à 100 000 dollars en janvier 2026, soit le niveau le plus bas enregistré pour un mois de janvier depuis au moins 2020. Cette raréfaction des « tickets » témoigne d'un durcissement des conditions d'accès au capital, où les investisseurs privilégient désormais des opérations de plus grande envergure.

Comparaison du Financement (Janvier)	2024	2025	2026
Montant total levé (Millions \$)	85	289	174
Nombre de transactions (>100k \$)	-	~50	26
Croissance annuelle (%)	-	+240%	-39.8%

Dans ce contexte de prudence, l'Afrique francophone parvient à maintenir une trajectoire spécifique. La Côte d'Ivoire s'est hissée à la quatrième place continentale en janvier 2026 avec 2,4 millions de dollars mobilisés, suivie par le Sénégal au cinquième rang avec 1,3 million de dollars.

La résilience du bloc francophone face à la volatilité monétaire

L'un des principaux arguments en faveur de la zone francophone en 2026 réside dans sa stabilité macroéconomique. Alors que des économies majeures comme le Nigeria ont vu leur monnaie se déprécier de plus de 40 % entre 2023 et 2024, les pays de la zone franc CFA, dont la monnaie est arrimée à l'euro, offrent un refuge contre le risque de change. Cette stabilité permet aux startups de protéger la valeur de leur capital levé. En 2025, la croissance du PIB dans la région francophone était estimée à 4,8 %, surpassant la moyenne continentale de 3,8 %.

L'ESSOR DE LA DETTE DE RISQUE : UN CHANGEMENT DE PARADIGME ARCHITECTURAL

Le premier trimestre 2026 confirme une tendance structurelle : la dette de risque (venture debt) devient un pilier central. En 2025, le volume de dette a atteint 1,64 milliard de dollars, soit une augmentation de 63 % par rapport à l'année précédente.

Évolution de la Venture Debt en Afrique	2024	2025	Variation (%)
Montant total de la dette (Milliards \$)	1,0	1,64-1,8	+63% à +80%
Part de la dette dans le financement total	-	38%	-

Sources : AVCA, FMO, Furtherafrica.

Cette montée en puissance s'explique par la volonté des fondateurs d'éviter une dilution excessive. Pour les startups ayant des modèles générateurs de revenus stables, la dette permet de financer le besoin en fonds de roulement sans céder de parts sociales.

Cependant, le rapport publié en février 2026 par la banque de développement néerlandaise FMO souligne un « angle mort » critique : le segment des prêts compris entre 1 et 5 millions de dollars. Ce segment est jugé trop important pour les subventions, mais trop complexe pour les grandes institutions financières en raison des frais juridiques et administratifs fixes.

SECTEURS DE RUPTURE : LA FINTECH D'INFRASTRUCTURE ET LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

La répartition sectorielle des investissements en ce début d'année illustre une concentration vers des solutions à fort impact systémique. La fintech demeure dominante, captant environ 60 % à 84 % des fonds levés en janvier selon les sources.

La révolution de l'interopérabilité et l'open banking

En Afrique francophone, l'année 2026 est marquée par la mise en œuvre concrète de l'interopérabilité. Les efforts menés par la BCEAO et la CEMAC visent à permettre des transactions fluides entre les banques et les opérateurs de monnaie mobile. 5 Un jalon

historique a été posé au Togo avec l’octroi d’une licence d’établissement de paiement de niveau 3 (« full service ») à la fintech Semoa le 27 janvier 2026. Cette licence permet à Semoa de traiter l’ensemble des services de paiement, y compris les transferts transfrontaliers. 19

Mobilité inclusive et transition énergétique : Le cas GoCab

Le financement de 45 millions de dollars obtenu par GoCab début février 2026 illustre le retour en force des actifs physiques. GoCab propose un modèle de « drive-to-own » conforme aux principes de la finance islamique.

Détails du Deal GoCab (Février 2026)	Valeur / Type
Montant total levé	45 Millions \$
Répartition Capital / Dette	15M \$ Equity / 30M \$ Dette
Investisseurs Leaders	E3 Capital, JANNGO Capital
Marchés de présence	Côte d’Ivoire, Sénégal, Maroc, Nigeria, Chili
Chiffre d’affaires annuel (ARR)	> 17 Millions \$

FOCUS GÉOGRAPHIQUE : LA SPÉCIALISATION DES HUBS RÉGIONAUX

Abidjan et Dakar : Les moteurs de l’UEMOA

La Côte d’Ivoire confirme sa position de plaque tournante. Abidjan attire désormais les fonds de capital-risque internationaux de manière quasi mensuelle, avec des fonds comme Ventures Platform ou Launch Africa qui y renforcent leur présence locale. De son côté, le Sénégal récolte les fruits de son Startup Act, porté par des réseaux d’investisseurs providentiels structurés comme le Dakar Network Angels (DNA).

Maroc : De la proptech à la fintech de proximité

Le Maroc se distingue par des levées de fonds de Série A de haute valeur. Outre la startup Yakeey (Proptech), qui a levé 15 millions de dollars en janvier 2026, la

fintech WafR a annoncé le 23 février 2026 une levée de fonds d’amorçage de 4 millions de dollars. Ce tour de table, co-led par LoftyInc Capital, Attijariwafa Ventures et Al Mada Ventures, vise à digitaliser les commerces de proximité (« hanouts ») pour en faire des points d’accès aux services financiers.

LES DÉFIS STRUCTURELS : ENTRE « VALLÉE DE LA MORT » ET PLAFOND DE VERRE

Une préoccupation majeure concerne le tarissement du financement aux stades du pré-amorçage. En 2025, les investissements de pré-amorçage ne représentaient que 1,5 % du total des fonds investis en Afrique. Le nombre d’investisseurs actifs dans ce segment est passé de près de 200 en 2022 à seulement 135 en 2025.

Indicateur de l’Amorçage en Afrique	2022	2025	Tendance
Part du Pré-amorçage dans le total	-	1.5%	Critique
Nombre d’investisseurs Pre-seed actifs	~200	135	En baisse
Part des subventions dans le Pre-seed	20%	42%	En hausse

CONSOLIDATION ET STRATÉGIES DE SORTIE

Le premier trimestre 2026 est également marqué par une accélération des fusions-acquisitions (M&A). Trois opérations majeures ont rythmé le mois de janvier :

1. Mono (Nigeria), startup d’open banking, acquise par Flutterwave.
2. Savannah, plateforme de talents tech, rachetée par l’entreprise israélienne Commit.
3. Qotto, acteur du solaire hors réseau présent au Bénin et au Burkina Faso, racheté par le groupe Izili.

Cette dynamique montre que la consolidation devient une norme pour les entreprises cherchant à atteindre une taille critique dans un marché où le capital est plus exigeant.



**Journée Internationale des
Droits de la Femme**

La Frontière de l'équité : Analyse de la fracture de financement dans la Tech en Afrique Francophone

La célébration annuelle du 8 mars, désormais mondialement reconnue comme la Journée internationale des droits des femmes, ne saurait être réduite à une simple date sur un calendrier institutionnel. Elle représente le point de convergence de plus d'un siècle de luttes ouvrières, de revendications politiques et de transformations sociétales profondes. En 2026, alors que le thème international s'articule autour de « Droits. Justice. Action. Pour TOUTES les femmes et les filles », la réflexion se déplace naturellement vers les nouveaux vecteurs de pouvoir et d'émancipation, au premier rang desquels se trouve la technologie. Cependant, dans ce paysage numérique en pleine mutation, l'Afrique francophone offre un visage contrasté : celui d'un continent qui forme massivement des talents féminins dans les disciplines scientifiques, mais qui échoue encore à leur offrir un accès équitable aux ressources financières nécessaires pour transformer leurs innovations en géants économiques.

L'ÉPOPÉE DU 8 MARS : DE LA PROTESTATION OUVRIÈRE À LA JUSTICE NUMÉRIQUE

L'origine de cette journée internationale plonge ses racines dans les mouvements socialistes du début du XXe siècle, tant en Europe qu'en Amérique du Nord. L'acte fondateur est souvent identifié comme la « Journée nationale de la femme » célébrée aux États-Unis le 28 février 1909, sous l'impulsion du Parti socialiste d'Amérique. Ces premières mobilisations visaient l'obtention de droits civiques fondamentaux, tels que le droit de vote et l'amélioration des conditions de travail au sein des usines textiles. La date du 8 mars s'est par la suite cristallisée dans l'histoire à travers la grève des ouvrières de Petrograd en 1917, un événement pivot qui marqua le début de la Révolution russe et la chute du régime tsariste.

Malgré ce passé marqué par une forte empreinte idéologique, la reconnaissance institutionnelle globale fut tardive. L'Organisation des Nations unies n'a officiellement adopté la résolution enjoignant ses membres à célébrer une « Journée pour les droits des femmes et la paix internationale » qu'en 1977.³ En France, c'est le gouvernement socialiste de François Mitterrand qui, en 1982, a donné un statut officiel à cette commémoration, répondant ainsi aux pressions de mouvements féministes comme le MLF. Cette évolution historique est résumée dans le tableau suivant, mettant en lumière les thématiques majeures qui ont façonné la perception actuelle de cette journée.

Évolution Thématique et Institutionnelle de la Journée Internationale des Droits des Femmes

Période / Année	Événement ou Thématique Majeure	Signification Politique et Sociale
1909	National Woman's Day (États-Unis)	Première mobilisation politique structurée pour les droits civiques.
1917	Grève de Petrograd (8 mars)	Les femmes comme moteur de transformations politiques radicales.
1944	Ordonnance d'Alger (France)	Obtention du droit de vote et d'éligibilité pour les femmes françaises.
1975	Année inter. de la femme	Première conférence mondiale de l'ONU sur les femmes à Mexico.
1977	Officialisation par l'ONU	Globalisation de la cause et intégration dans l'agenda diplomatique mondial
1982	Statut officiel en France	Intégration dans les politiques publiques nationales sous l'impulsion d'Yvette Roudy
2000	Loi sur la parité (France)	Obligation d'égal accès aux mandats électoraux et fonctions électives.
2026	«Droits. Justice. Action.»	Accent mis sur l'application effective des lois et le financement des mouvements

La transition de ces luttes vers le secteur technologique est désormais impérative. Alors que l'économie mondiale se dématérialise, la justice pour les femmes se joue dorénavant dans le code, les algorithmes et l'accès au capital-risque. L'Objectif de Développement Durable 8.5 fixé par l'ONU engage les États à garantir à toutes les femmes un travail décent et un salaire égal d'ici 2030, un défi qui ne pourra être relevé sans une intégration massive des femmes dans l'économie numérique.⁴

LE PARADOXE DES TALENTS: L'AFRIQUE COMME LEADER MONDIAL DE LA FORMATION STEM

L'analyse de l'écosystème technologique africain révèle un paradoxe saisissant qui bouscule les préjugés occidentaux. Selon les recherches menées par McKinsey & Company, l'Afrique affiche le taux le plus élevé au monde de femmes diplômées dans les domaines STEM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques). Près de 47 % des diplômés dans ces filières sur le continent sont des femmes, une performance qui surpasse celle de l'Europe (42 %), de l'Asie et de l'Amérique du Sud (41 %), ainsi que de l'Amérique du Nord (39 %).

Cette vitalité académique suggère que le vivier de talents est prêt. Les jeunes femmes africaines s'orientent massivement vers les métiers de demain, portées par des initiatives régionales et une volonté de répondre aux défis structurels du continent par l'innovation. Pourtant, cette domination dans les amphithéâtres ne se traduit pas par une présence équivalente dans la vie active technologique. En Afrique subsaharienne, la représentation des femmes dans les rôles techniques

chute entre 23 % et 30 %, ce qui, bien que supérieur à la moyenne de l'Union européenne (16,7 %), témoigne d'une déperdition majeure de capital humain au moment de la transition vers le marché du travail.

Comparatif Régional des Diplômées STEM et Intégration dans la Tech

Région / Zone Géographique	Part des femmes diplômées STEM (%)	Part des femmes dans les rôles tech (%)
Afrique (Moyenne)	47 %	23 % - 30 %
Europe	42 %	16.7 %
Amérique du Nord	39 %	28.2 % (Moyenne mondiale)
Asie / Amérique du Sud	41 %	N/A

La déperdition s'aggrave au sommet de la pyramide hiérarchique. Moins de 12 % des postes de direction dans la technologie africaine sont occupés par des femmes, et seulement 10 % des startups tech du continent ont une femme à leur tête en tant que PDG. Ce phénomène, souvent qualifié de « barreau cassé » dans l'échelle de carrière, est particulièrement visible lors de la promotion au premier niveau de gestion. Pour 100 hommes promus au poste de manager dans le secteur tech, seulement 52 femmes accèdent au même niveau de responsabilité.

LA DISPARITÉ DE FINANCEMENT : UN DÉSERT POUR L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Le véritable goulet d'étranglement de l'innovation féminine en Afrique réside dans l'accès au financement. En 2024, alors que l'écosystème tech africain subissait une correction de marché avec une baisse globale de 25 % des levées de fonds par rapport à 2023, les startups dirigées par des femmes ont été les premières victimes de ce retrait des investisseurs.

Les chiffres fournis par « Africa The Big Deal » et Briter Bridges sont sans appel : les startups fondées uniquement par des femmes n'ont capté qu'environ 1 % à 2 % du total des financements en capital-risque sur le continent en 2024.5 En valeur absolue, cela représente environ 21 millions de dollars pour les fondatrices solos, contre 2,1 milliards de dollars pour leurs homologues

masculins. Cette disparité est d'autant plus flagrante lorsque l'on considère les équipes mixtes, qui ont attiré 5,5 % des fonds (123 millions de dollars), soulignant une préférence systémique des investisseurs pour les projets incluant au moins un homme dans l'équipe fondatrice.

Répartition du Financement Tech en Afrique par Genre (Données 2024/2025)

Structure de l'Équipe Fondatrice	Part du financement total (%)	Montant estimé (Millions USD)
Équipes exclusivement masculines	94 %	2 100
Équipes mixtes (Hommes/Femmes)	5.5 % - 10 %	123
Équipes exclusivement féminines	1 % - 2 %	21 - 48
Fondatrices solo (spécifique)	< 1 %	21

Le déficit de financement global pour les femmes entrepreneures en Afrique est estimé à 42 milliards de dollars par la Banque africaine de développement. Ce montant colossal représente non seulement un manque à gagner pour les femmes, mais une perte d'opportunité économique majeure pour le continent. En effet, les données suggèrent que les entreprises dirigées par des femmes génèrent en moyenne 2,5 fois plus de revenus par euro investi que celles dirigées par des hommes, et affichent des taux de croissance de revenus supérieurs.¹⁴ De plus, les femmes réinvestissent jusqu'à 90 % de leurs revenus dans l'éducation, la santé et la nutrition de leur famille, contre seulement 40 % pour les hommes, faisant de l'investissement au féminin un levier de transformation sociale sans égal.

L'AFRIQUE FRANCOPHONE : ANALYSE D'UN ÉCOSYSTÈME EN MUTATION

L'espace francophone africain, majoritairement composé des pays de la zone OHADA et de l'UMOA, commence à s'affirmer comme un pôle de croissance alternatif aux marchés anglophones dominants (Nigeria, Kenya, Afrique du Sud). En 2025, l'Afrique francophone a renforcé sa position, capturant 68 % du

financement en capital-investissement en dehors du « Big Four » traditionnel.¹⁶ Le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Maroc sont les locomotives de cette dynamique.

Toutefois, les disparités de genre y sont persistantes. Au Sénégal, les femmes représentent environ 31,3 % des entreprises individuelles, mais elles font face à un taux de chômage de 35 %, contre 12,7 % pour les hommes. Malgré ces défis, des signaux positifs émergent. Selon le rapport AVCA 2024, la part de la valeur des transactions captée par les startups dirigées par des femmes en Afrique francophone est passée de 1 % en 2021 à 18 % au premier semestre 2024.¹⁹ Cette progression fulgurante est en partie attribuable à des levées de fonds emblématiques comme celle de la startup Kasha (3,6 millions de dollars en série A), qui a mécaniquement boosté les statistiques régionales.

Focus sur les Marchés Francophones Majeurs (2024-2025)

Pays	Montant Total Levé (M\$)	Performance Genre / Initiatives Clés
Sénégal	157 (2025)	Porté par Wave. Taux de chômage féminin élevé à 35%.
Côte d'Ivoire	33 (2024)	Hub pour WIC Capital et Five35 Ventures.
Cameroun	1.3 (2025)	Programme Ellevate d'Ecobank : 3M\$ pour 1600 femmes.
Maroc	N/A	6ème pays le plus financé en Afrique en 2024.

Le cas du Cameroun est illustratif des efforts déployés par le secteur bancaire traditionnel pour combler le vide laissé par le capital-risque. En 2024, l'initiative historique d'Ecobank Cameroun a permis à 1 600 femmes entrepreneurs de bénéficier de formations et d'un soutien financier direct de plus de 3 millions de dollars. Au Sénégal, une démarche similaire a conduit à l'allocation de 26 milliards de FCFA à 879 femmes entrepreneurs via le même programme en 2024. Ces interventions sont cruciales car, dans de nombreux pays francophones, moins de 10 % des citoyens ont accès à l'emprunt bancaire, et ce chiffre tombe à 5 % pour les femmes.

LES MÉCANISMES DE LA FRACTURE : POURQUOI L'ARGENT N'ARRIVE PAS AUX FEMMES?

La disparité de financement n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat d'une conjonction de barrières structurelles, culturelles et psychologiques. L'analyse des données de la Banque mondiale et de la BAD permet de dégager plusieurs facteurs déterminants :

L'absence de collatéraux traditionnels : Dans de nombreuses sociétés africaines, l'accès à la propriété foncière reste difficile pour les femmes. Or, la plupart des institutions financières exigent des garanties immobilières pour l'octroi de crédits. Sans terre ni titre de propriété, les entrepreneures sont exclues du circuit bancaire classique.

Les biais cognitifs des investisseurs : Le monde du capital-risque est majoritairement masculin. Une étude de l'AVCA montre que les fonds dirigés par des hommes n'investissent que 8 % de leurs capitaux dans des entreprises féminines, tandis que ce chiffre grimpe à 48 % pour les fonds dirigés par des femmes. L'absence de femmes dans les comités d'investissement (seulement 12 % au niveau mondial) crée un cercle vicieux de non-financement.

L'analphabétisme financier : Bien que très actives économiquement, de nombreuses femmes africaines manquent de formation en gestion financière complexe. Au Nigeria, 76 % des femmes sont considérées comme financièrement analphabètes, contre 70 % au Ghana et 57 % en Afrique du Sud. Ce déficit de compétences nuit à leur capacité de négocier des Term Sheets ou de structurer des levées de fonds en série A ou B.

La Perception de Masculinité du Secteur Tech : Des recherches menées en Afrique du Sud indiquent que le secteur technologique est encore perçu comme un bastion « masculin », ce qui engendre des biais lors du recrutement et des promotions. Pour 100 hommes promus managers, seulement 52 femmes franchissent ce cap, illustrant un plafond de verre persistant.

L'impact de ces barrières est mesurable par le concept de « risque perçu ». Les banques considèrent souvent les prêts aux femmes comme plus risqués, ce qui entraîne des taux d'intérêt prohibitifs, alors même que les statistiques de remboursement montrent que les femmes sont des emprunteuses plus fiables que les hommes, avec un taux de créances en souffrance de 2,9 % contre 4,2 % pour la population masculine.

VERS UNE SOLUTION : L'ÉMERGENCE DU «GENDER-LENS INVESTING» ET DE LA DETTE

Pour contrer ces déséquilibres, de nouveaux instruments financiers et des fonds spécialisés voient le jour, particulièrement en Afrique francophone. Le «Gender-Lens Investing» (GLI) consiste à intégrer l'égalité des genres comme un critère de performance financière au même titre que le rendement.

Janngo Capital : Le champion de la parité

Fondé par la Sénégalaise Fatoumata Bâ, Janngo Capital s'est imposé comme le premier fonds de capital-risque paritaire en Afrique. Son portefeuille est composé à 56 % d'entreprises fondées ou dirigées par des femmes. 12 En 2024, malgré le contexte difficile, Janngo a levé 78 millions de dollars pour son second fonds (Janngo Capital Startup Fund), attirant des investisseurs comme Proparco et la Banque européenne d'investissement. 27 La stratégie de Janngo repose sur un engagement clair : investir 50 % de ses capitaux dans des startups fondées par des femmes ou ayant un impact direct sur elles.

WIC Capital : Mobiliser l'épargne locale

Le Women's Investment Club (WIC) Sénégal, créé en 2019, est une initiative pionnière qui mobilise l'épargne de femmes africaines pour investir dans l'entrepreneuriat féminin local. Avec plus de 80 membres actives, WIC Capital investit des tickets allant jusqu'à 250 000 dollars dans des PME au Sénégal et en Côte d'Ivoire. En 2022, WIC Capital a soutenu 13 PME sénégalaises à hauteur de 120 millions de FCFA via des avances remboursables, un mécanisme flexible adapté aux besoins de croissance des petites structures.

La montée en puissance de la dette

Un tournant majeur a été observé en 2025 : le financement par la dette a franchi la barre symbolique du milliard de dollars en Afrique pour la première fois en une décennie. La dette représentait 41 % de l'ensemble du capital déployé en 2025, contre 31 % en 2024. Pour les femmes, cet instrument est particulièrement intéressant car il permet de financer la croissance sans diluer le capital social, préservant ainsi le contrôle de l'entreprise par la fondatrice. Des structures comme la facilité Nyala de FSD Africa Investments ont ainsi octroyé des prêts d'un million de dollars à des acteurs comme WIC Capital pour amplifier l'impact du financement de genre.

Comparatif des Instruments de Financement Utilisés en 2025

Instrument Financier	Part du capital total (%)	Évolution (YoY)	Avantages pour les Fondatrices
Capital-Actions (Equity)	59 %	+8 %	Apport d'expertise, réseau et crédibilité
Dettes (Debt)	41 %	+63 %	Non-dilutif, préserve le contrôle de l'entreprise
Avances Remboursables	N/A	Stable	Idéal pour le Pre-Seed et les PME locales
Subventions (Grants)	< 5 %	En hausse	Soutien à l'innovation sans contrepartie financière.

L'ÉQUITÉ COMME MOTEUR DE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

Le 8 mars 2026 ne doit pas être une parenthèse enchantée, mais le point de départ d'une restructuration profonde du financement de l'innovation en Afrique. Les chiffres sont limpides : l'Afrique forme ses filles aux sciences, mais la finance mondiale les ignore au moment de bâtir des empires. Avec un déficit de 42 milliards de dollars, le continent se prive d'un moteur de croissance qui pourrait augmenter le PIB mondial de plus de 20 % si les barrières de genre étaient éliminées.

Pour l'Afrique francophone, l'enjeu est également celui de la souveraineté. En mobilisant l'épargne locale via des clubs d'investissement (WIC), en soutenant des fonds paritaires (Janngo) et en exploitant les nouveaux instruments de dette, la région peut s'affranchir de la dépendance exclusive aux flux de capitaux occidentaux, souvent marqués par des biais de genre et de géographie. La justice numérique ne sera une réalité que lorsque la probabilité pour une fondatrice de lever des fonds ne dépendra plus de la composition de son équipe, mais de la solidité de ses algorithmes et de la pertinence de son modèle d'affaires. L'action, thème de cette année, passe par une allocation intentionnelle du capital : il est temps de cesser de demander si les femmes peuvent diriger la tech, et de s'assurer qu'elles ont les ressources pour le faire.



15



FEMMES ENTREPRENEURES LEADERS DE LA TECH EN AFRIQUE FRANCOPHONE EN 2025



L'année 2025 constitue un jalon historique pour l'écosystème technologique en Afrique francophone, marqué par une transition profonde d'une économie de consommation de services numériques vers une économie de production et d'innovation endogène. Dans ce contexte, les femmes fondatrices et dirigeantes d'entreprises (CEO) s'imposent comme les architectes d'une tech souveraine, capable de répondre aux défis locaux par des solutions globales. Ce rapport analyse les parcours et les réalisations de dix figures inspirantes

qui, à la tête de leurs propres structures, ont marqué l'année 2025.

L'écosystème du capital-risque en Afrique a démontré une maturité accrue en 2025, avec un volume total de levées de fonds atteignant environ 3,9 milliards de dollars. Cette dynamique est portée par une base d'investisseurs de plus en plus locale, contribuant à hauteur de 30 % des capitaux engagés, signe d'une «africanisation» progressive du financement.

Visionnaires de l'investissement stratégique et de la fintech

Le secteur de la finance technologique (Fintech) demeure le segment le plus dynamique de la tech africaine en 2025, porté par des dirigeantes qui transforment les obstacles structurels en opportunités de croissance.

VISIONNAIRES DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA FINTECH



Fatoumata Bâ : Le Capital-Risque au service de l'impact (Sénégal)

Fondatrice de Janngo Capital, elle a vu son fonds être reconnu parmi les «TIME100 Most Influential Companies» en 2025.² Janngo Capital se distingue par un portefeuille dont 56 % des entreprises sont dirigées par des femmes.³ En 2025, elle a intensifié son soutien aux PME via la Janngo Academy, formant près de 6 000 jeunes entrepreneurs.



Selma Ouiguini : La digitalisation des flux agricoles (Côte d'Ivoire)

CEO de PUSH, elle a marqué l'année 2025 en digitalisant les paiements pour une deuxième filière agricole majeure après celle du cacao.⁴ PUSH propose un compte mobile certifié PCI-DSS adossé à une carte VISA pour les acteurs du secteur informel. Sa participation à Vivatech 2025 a confirmé l'ambition internationale de sa startup.



Marieme Ndiaye : Leader des systèmes de paiement (Côte d'Ivoire)

CEO d'Amont Technology Consulting, elle cumule 16 ans d'expertise dans l'inclusion numérique. En 2025, elle dirige la division francophone de l'African Women in FinTech & Payments (AWFP) et continue d'influencer l'écosystème en tant que membre fondatrice de l'Africa Fintech Forum.



Colombe Djirebo : L'éducation financière 2.0 (Côte d'Ivoire)

Fondatrice et CEO de Smarffin Patrimoine, Colombe Djirebo (connue sous le pseudonyme «La Tantie Agni») révolutionne la gestion des finances personnelles. En 2025, elle s'est imposée comme une experte médiatique majeure, intervenant notamment en mars 2025 sur l'impact de l'IA dans les institutions financières. Sa startup accompagne les particuliers dans l'épargne et l'investissement via une application dédiée, après avoir remporté le Grand Prix CGECI.



Kim Tran : L'automatisation du Marketing d'Influence (Côte d'Ivoire)

Fondatrice et CEO de Trenderz, elle a créé la première application en Afrique de l'Ouest permettant la mise en relation automatisée entre entreprises et influenceurs . En 2025, elle s'est distinguée par une levée de fonds de 250 000 € et une participation active au baromètre technologique ivoirien, prouvant que la «MarTech» (Marketing Tech) est un levier de croissance pour les PME locales .

PIONNIÈRES DE L'IA ET DE LA SOUVERAINETÉ DE LA DONNÉE



Kate Kallot : L'IA «Made in Africa» (Centrafrique/ Côte d'Ivoire)

Fondatrice et CEO d'Amini, elle a reçu le TIME100 Impact Award en 2025 pour la création d'un écosystème de données souveraines . En 2025, elle a signé un partenariat stratégique avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire pour bâtir un hub local d'intelligence artificielle . Sa technologie aide déjà plus de 300 000 petits exploitants à travers le Sud Global .



Stéphanie Durand : L'IA inclusive pour l'Afrique (Côte d'Ivoire)

Fondatrice de Meraky Tech Inc., Stéphanie Durand est une ingénieure logicielle passée par IBM et Accenture avant de créer sa propre structure spécialisée en IA pour le continent africain. En 2025, elle a développé des agents d'IA accessibles aux entrepreneurs locaux et des interfaces visuelles/vocales pour les utilisateurs non-alphabètes. Elle est devenue une voix influente de l'écosystème, notamment à travers ses interventions sur l'IA «agentique» en 2025.



Rebecca Enonchong : L'icône du logiciel d'entreprise (Cameroun)

Fondatrice d'AppsTech, elle continue d'être en 2025 une figure de proue de l'innovation logicielle. Reconnue parmi les 50 voix les plus influentes de la tech africaine en 2025, elle consacre une part croissante de son activité au mentorat de startups via des réseaux d'investisseurs providentiels.



Babel Balsomi : L'experte du «Machine Unlearning» (Côte d'Ivoire)

CEO de Hiero Digital, elle s'est imposée en 2025 comme une autorité sur les cybermenaces liées à l'IA générative. Ses recherches sur le désapprentissage machine ont été présentées lors du Cyber Africa Forum 2025, où elle a plaidé pour une cybersécurité nationale résiliente.

INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE



Jihane Ouhejjou : Le jumeau numérique des réseaux d'Eau (Maroc)

Fondatrice de MAEIA, elle a développé en 2025 un système d'IA et d'IoT pour détecter et prédire les fuites d'eau en temps réel. Ce projet, lauréat de plusieurs prix en 2025, répond directement aux cibles de l'ODD 6 en minimisant le gaspillage d'eau dans les régions en stress hydrique.



Viviane Oke : La «FemTech» en expansion (Bénin)

Médecin et CEO de l'application ELLES, elle a franchi un cap majeur en 2025 en étendant ses services de santé reproductive et de télésurveillance à plus de 20 pays africains. Elle a également été sélectionnée pour le bootcamp AWiDH 2025 à Dakar pour accélérer l'impact de sa plateforme.



Hymogène Dossou : Le numérique Éco-Responsable (Bénin)

Co-fondatrice de NerdX Digital, elle dirige l'une des premières agences web éco-responsables d'Afrique . En 2025, elle a été reconnue comme une figure majeure du «Green IT» pour ses solutions numériques bas-carbone visant à lutter contre le dérèglement climatique .



Anourah Mazu : La pharmacie connectée (Bénin)

CEO de PharMap, elle révolutionne en 2025 l'accès aux médicaments au Bénin . Sa plateforme utilise la géolocalisation pour permettre aux patients de trouver instantanément les pharmacies de garde et de vérifier la disponibilité des stocks .

STRATÉGIE ET SERVICES MODERNES



Ynes Hafi : Démocratiser l'innovation logicielle (Tunisie)

Co-fondatrice d'ARSELA, elle s'engage pour l'inclusion des femmes dans la tech . En 2025, son entreprise a été sélectionnée par le programme SIBC pour son rôle de levier dans la transformation numérique durable et solidaire en Afrique du Nord et de l'Ouest .



Selena Souah : La TravelTech du Futur (Gabon)

Fondatrice de REGCARD, elle continue de digitaliser le secteur hôtelier avec une carte d'enregistrement numérique express.⁷ En 2025, sa solution a été déployée dans de nouveaux établissements internationaux, renforçant la sécurité et l'efficacité des flux de voyageurs en Afrique centrale.

HOMMAGE ET HÉRITAGE



Nelly Chatue Diop, la visionnaire de la blockchain (Cameroun)

L'écosystème tech africain a été profondément marqué par la disparition, début 2026, de Nelly Chatue Diop, fondatrice et CEO d'Ejara. Véritable icône de la Fintech, elle a fait de l'année 2025 le sommet de son engagement pour l'inclusion financière.

Avec plus de 10 millions de dollars levés depuis la création d'Ejara, elle détenait le record de financement pour une femme fondatrice-PDG en Afrique subsaharienne francophone. En 2025, sous sa direction, Ejara a consolidé son modèle de portefeuille cryptographique non-custodial, permettant aux utilisateurs de conserver le contrôle total de leurs actifs, un outil essentiel de confiance face à la volatilité monétaire.

Présidente de la Cameroon Fintech Association, elle a œuvré tout au long de l'année 2025 pour une régulation éthique et inclusive. Son héritage, centré sur l'innovation et l'autonomisation des populations mal desservies, continue d'inspirer l'ensemble du continent. En 2024, elle recevait le trophée SUFAWE pour son leadership et sa solidarité, des valeurs qu'elle a portées jusqu'à son dernier souffle.

ANALYSE DES TENDANCES ET PERSPECTIVES DE L'ECOSYSTÈME FRANCOPHONE EN 2025

L'analyse des réalisations de ces quinze entrepreneures met en lumière des évolutions majeures pour l'avenir de la tech en Afrique francophone.

L'émergence de l'IA souveraine : De la gestion de l'eau au Maroc à la productivité agricole au Sénégal, l'IA est désormais perçue comme un outil de développement local et non plus seulement comme une technologie importée.

La maturité du financement : Les entrepreneures de 2025 parviennent à lever des fonds significatifs (plus de 10 millions de dollars pour Ejara) tout en diversifiant leurs sources de financement entre equity et venture debt.

L'hybridation des secteurs : Les leaders de 2025 opèrent à l'intersection de plusieurs domaines (santé-

tech, agri-fintech, cybersécurité-IA), créant des solutions holistiques adaptées à la complexité des marchés africains.

L'année 2025 consacre le leadership entrepreneurial féminin dans la tech en Afrique francophone comme un pilier fondamental de la transformation économique. Ces dix fondatrices, par leur capacité à mobiliser des capitaux et à concevoir des applications à fort impact social, jettent les bases d'un avenir numérique souverain. Leurs succès en 2025 démontrent que l'innovation locale, portée par des femmes déterminées, est la clé pour transformer les défis structurels du continent en opportunités de croissance durable.

MÉDIAS **Startup**

INNOVATION - LEADERSHIP - SUCCESS STORY

1^{er} MÉDIA DEDIE À
L'ECOSYSTÈME STARTUP
D'AFRIQUE FRANCOPHONE



Mensuel gratuit à télécharger sur
startupmedias.net